

## O

**OBJECTEURS DE CONSCIENCE.**

Proposition de loi de MM. Binot, Dejean et Gourdon, tendant à la création d'un service civil pour les objecteurs de conscience, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 février 1956 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 486.

**OBJETS.**

— de fouilles remis au musée de Tokyo. — Voy. *œuvres artistiques et littéraires* § 1<sup>er</sup>.

**OBJETS ABANDONNÉS**

Proposition de loi de M. Jean Cayeux, tendant à modifier l'article premier de la loi modifiée du 31 décembre 1903 relative à la vente des objets abandonnés chez les commerçants et artisans, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 octobre 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 5812.

**OBJETS TROUVÉS.**

Proposition de loi de M. Engel, tendant à créer un service départemental d'information sur « les objets trouvés », présentée à l'Assemblée Nationale le 29 novembre 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 3371; Rapport le 28 novembre 1957. par M. Rey, n° 6009.

**OBLIGATION ALIMENTAIRE.**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Michel, et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les revenus au-dessous desquels ne pourra s'exercer l'action contre les personnes tenues à l'obligation alimentaire à l'égard d'hospitalisés, de malades mentaux ou de bénéficiaires d'une loi d'assistance, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 3782.

§ 2. — Proposition de loi de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 695 du Code de la sécurité sociale afin de relever le montant des revenus au-dessous duquel ne pourra s'exercer l'action à l'égard des personnes tenues à l'obligation alimentaire instituée par les articles 205 et suivants du Code civil, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 mars 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6779.

— (du père de famille envers un enfant majeur hospitalisé). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 71.

— (Enoncé du principe de l'... dans les dispositions du projet instituant un Fonds de solidarité). — Voy. ASSISTANCE ET PRÉVOYANCE SOCIALES, (n° 1399).

**OCCIDENT (Déclin).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 282.

**OCCUPATION.**

— minima des logements loués par les H.L.M. — Voy. *Logement (crise du)*, § 2.

**OCCUPATION DE LOGEMENTS.**

— Proposition de loi de M. Plaisance et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer l'occupation de logements par les militaires américains et leurs familles, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 septembre 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 5772.

**Océanie (Etablissements français de l').**

— Assemblée représentative des. — Voy. *T. O. M.*, § 2.

— Assemblée territoriale des. — Voy. *T. O. M.*, §§ 79, 136, 144.

— Code pénal — *T. O. M.*, § 11.

— Conseil de gouvernement. — Voy. *T. O. M.*, § 136.

— convention sur les doubles impositions. — Voy. *Traités et conventions*, § 76.

— refus d'approbation de deux délibérations.

— Voy. *T. O. M.*, § 63.

— Voy. **MINISTÈRES** (déclaration Bourguès-Maunoury) [12 juin 1957] (p. 2694, 2696).

— (**Application de certaines modifications apportées au Code pénal**). — Voy. *T. O. M.* (n° 9190).

— (**Composition de l'Assemblée territoriale**). — Voy. *T. O. M.* (n° 1471).

— (**Refus d'approbation de deux délibérations de l'Assemblée territoriale**). — Voy. *T. O. M.* (n° 2026).

— (**Réorganisation**) (**Conseil de Gouvernement, pouvoirs de l'Assemblée territoriale**). — Voy. *T. O. M.* (n° 4353).

**ŒUFS.**

— d'oiseaux. — Voy. *Douanes*, § 53.

Voy. **AVICULTURE**.

**ŒUVRES.**

— d'art (transfert à l'Etat japonais des). — Voy. *Œuvres artistiques et littéraires*, § 7.

— littéraires (exploitation des). — Voy. *Œuvres artistiques et littéraires*, § 2.

— sociales (impôt sur les propriétés bâties ou non). — Voy. *Impôts directs*, §§ 85, 95.

**ŒUVRES ARTISTIQUES ET LITTÉRAIRES.**

§ 1<sup>er</sup>. — Projet de loi portant remise au musée national de Tokyo, à titre d'échange, d'objets de fouilles appartenant au musée Guimet, présenté au Conseil de la République le 17 mai 1955 (*Voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature*, p. 1830, 1<sup>re</sup> col. § 10); rapport le 19 janvier 1956 par M. Jean Bertaud, n° 215 (année 1956). Adoption le 7 février 1956. — Projet de loi n° 97 (année 1955-1956).

Transmis à l'Assemblée Nationale le 10 février 1956 (renvoyé à la Commission de l'éducation nationale), n° 327; rapport le 1<sup>er</sup> juin 1956 par M. Viatte, n° 2039. Adoption sans débat le 14 juin 1956 (1<sup>re</sup> séance). — Projet de loi n° 125.

Loi du 29 juin 1956, publiée au *J.O.* du 30 juin 1956 (p. 6007).

§ 2. — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative à l'exploitation des œuvres littéraires après l'expiration des droits patrimoniaux des écrivains (*Voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature*, p. 1829, 2<sup>e</sup> col. § 1<sup>er</sup>). Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 7.

§ 13. — Rapport fait (*au cours de la précédente législature*) au nom de la Commission de la justice, par M. Isorni, sur le projet de loi sur la propriété littéraire et artistique. (*Voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature*, p. 1830, 1<sup>re</sup> col. § 9) (repris le 16 février 1956 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la justice et pour avis à la Commission de l'éducation nationale). n° 533; rapport le 8 mars 1956 par M. Isorni n° 1064; avis de la Commission de l'éducation nationale

le 18 avril 1956 par M. Deixonne, n° 1554. Adoption le 20 avril 1956. — Projet de loi n° 81.

Transmis au Conseil de la République le 24 avril 1956 (renvoyé à la Commission de la justice et pour avis à la Commission de l'éducation nationale), n° 422 (année 1955-1956); rapport le 4 octobre par M. Périquier, n° 11 (année 1956-1957); avis de la Commission de la presse le 9 octobre 1956 par M. Lamousse, n° 14 (année 1956-1957); rapport supplémentaire par M. Périquier, n° 43. (année 1956-1957), et avis de la Commission de l'éducation nationale le 30 octobre 1956 par M. Cornu, n° 50 (année 1956-1957). Adoption avec modifications le 31 octobre 1956. — Projet de loi n° 21 (année 1956-1957).

Transmis à l'Assemblée Nationale le 6 novembre 1956 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 3130; rapport le 22 novembre 1956 par M. Isorni, n° 3294; avis de la Commission de l'éducation nationale le 6 décembre 1956 par M. Deixonne, n° 3472; avis de la Commission de la presse le 14 décembre 1956 par M. Roland Dumas, n° 3566. Adoption avec modifications le 17 décembre 1956. Projet de loi n° 331.

Transmis au Conseil de la République le 18 décembre 1956 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 178 (année 1956-1957); rapport le 12 février 1957 par M. Périquier, n° 371 (année 1956-1957); Adoption avec modifications le 19 février 1957. — Projet de loi n° 145 (année 1956-1957).

Transmis à l'Assemblée Nationale le 19 février 1957 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 4190; rapport le 21 février 1957 par M. Isorni, n° 4256. Adoption le 28 février 1957. — Projet de loi n° 501.

Loi du 11 mars 1957, publiée au *J.O.* du 14 mars 1957 (p. 2723), rectificatif *J.O.* du 19 avril 1957 (p. 4131).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE**  
[19 avril 1956] (p. 1404); [20 avril 1956] (p. 1425). Entendus dans la discussion générale : M. Isorni, *Rapporteur*; Mlle Marzin, *Rapporteur pour avis suppléant*; MM. Bordenave, *Secrétaire d'Etat aux Arts et Lettres*, Perche; observations sur le travail de la Commission Escarra (p. 1404, 1425, 1426); l'opinion de M<sup>e</sup> Maurice Garçon (p. 1404); la nécessité d'une codification (p. 1404, 1424, 1425, 1426); le passage à la discussion des articles est ordonné (p. 1426). **TITRE PREMIER. Des droits des auteurs.** — Art. premier : adoption (p. 1426).

— Art. 2 : adoption (*ibid.*). — Art. 3 : *Énumération des « œuvres de l'esprit »* (p. 1426); observations sur le cas des spectacles (p. 1427); adoption de l'art. 3 (p. 1427). — Art. 4 à 14 : adoption (p. 1427). — Art. 15 : *Œuvres cinématographiques, utilisation de la contribution inachevée d'un auteur* (p. 1427); amendement de M. Dumas tendant à établir une exception à ce principe (p. 1427); adoption (p. 1428); Adoption de l'art. 15 ainsi modifié (p. 1428). — Art. 16 : adoption (*ibid.*). — Art. 17 (p. 1428); amendement de M. Deixonne tendant à supprimer la notion de contrat liant l'auteur et le producteur d'une œuvre cinématographique (p. 1428); rejet au scrutin (p. 1429); liste des votants (p. 1482); amendement de M. Dumas tendant à réduire au seul plan cinématographique l'exploitation de l'œuvre par le producteur (p. 1428); adoption (p. 1429); Adoption de l'art. 17 ainsi modifié (*ibid.*). — Art. 18 à 26 : adoption (p. 1429, 1430). — Titre II : *De l'exploitation des droits patrimoniaux de l'auteur*; Art. 27 à 33 : adoption (p. 1430). — Art. 34 (p. 1430); amendement de M. Mutter tendant à faire un article du premier alinéa de l'art. 34 (p. 1430); adoption de l'amendement qui devient l'article 34 (p. 1431). — Art. 34 bis : *Rapports de l'auteur et de l'éditeur* (p. 1431); amendement de M. Perche tendant à limiter à trois le nombre d'ouvrages visés par le droit de préférence accordé à l'éditeur (p. 1431); rejet au scrutin (p. 1432); liste des votants (p. 1483); amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à le limiter à cinq (p. 1431); retrait (p. 1432); amendement de M. de Léotard fixant le nombre des ouvrages à cinq et délai à cinq ans (p. 1432); adoption (*ibid.*); amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à réduire à deux le nombre de manuscrits devant être refusés pour que l'auteur soit libéré (p. 1432); adoption (*ibid.*); amendement de M. Perche : modification de rédaction (p. 1432); adoption (p. 1433); Adoption de l'art. 34 bis ainsi modifié (p. 1433). — Art. 35 : *Principe d'une rémunération de l'auteur proportionnelle aux recettes* (p. 1433); amendement de M. Deixonne tendant à supprimer la possibilité de convertir les droits proportionnels en annuités forfaitaires (p. 1433); rejet au scrutin (p. 1434); liste des votants (p. 1485); observations sur l'accord du syndicat des écrivains et de la Société des gens de lettres (p. 1434); amendement de M. Perche introduisant une limite dans le temps et une possibilité de révision de ces annuités forfaitaires (p. 1434); l'article est réservé (*ibid.*); reprise de la discussion (p. 1443); amendement modifié de M. Perche : adoption (p. 1444); Adoption de l'article ainsi

modifié (*ibid.*). — Art. 35 *bis* (p. 1434) ; amendement de M. Deixonne limitant à la première édition la rémunération forfaitaire des auteurs visés par l'article (p. 1435) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de M. Dumas conférant le droit de cession à l'éditeur (p. 1435) ; rejet au scrutin (*ibid.*) ; liste des votants (p. 1486) ; amendement de M. Dumas supprimant l'exigence relative à la forme initiale de l'œuvre (p. 1435) ; adoption (*ibid.*) ; amendement de M. Dumas visant la cession par l'éditeur de son droit d'exploitation (p. 1435) ; adoption (p. 1436) ; Adoption de l'article 35 *bis* ainsi modifié (*ibid.*). — Art. 35 *ter* : *Edition de musique, rémunération forfaitaire des auteurs* (p. 1436) ; amendement de M. Deixonne tendant à supprimer l'article (*ibid.*) ; adoption (*ibid.*) ; en conséquence, l'article est supprimé (*ibid.*). — Art. 36 à 40 : adoption (p. 1436, 1437). — Art. 41 : *Droit de participation des auteurs d'œuvres graphiques ou plastiques* (p. 1437) ; amendement de M. Deixonne introduisant la participation au produit de la vente faite par l'intermédiaire des commerçants (p. 1437) ; adoption (*ibid.*) ; Adoption de l'article 41 ainsi modifié (*ibid.*). — Titre III : *Du droit de représentation et du contrat d'édition.* — Art. 42 et 43 : adoption (p. 1437). — Art. 44 (p. 1437) ; amendement de M. Dumas tendant à supprimer l'autorisation de l'auteur pour les diffusions publiques (p. 1437) ; rejet (p. 1438) ; Adoption de l'article 44 (*ibid.*). — Art. 45 : (p. 1438) ; amendement de M. Deixonne tendant à exonérer des redevances dues à l'auteur, les spectacles de culture populaire (p. 1438) ; adoption (p. 1439) ; amendement de M. Dumas tendant à faire acquitter au producteur du film les redevances dues au titre de l'exécution d'une œuvre cinématographique (p. 1439) ; retrait (*ibid.*) ; Adoption de l'article 45 (*ibid.*). — Art. 46 à 50 : adoption (p. 1439, 1440). — Art. 51 (p. 1440) ; observations sur la rémunération proportionnelle et progressive de l'auteur (*ibid.*) ; Adoption de l'article 51 (*ibid.*). — Art. 52, 53, 54 : adoption (p. 1440). — Art. 55 (p. 1440) ; amendement de M. Perche tendant à fixer à un an le délai imparti à l'éditeur pour réaliser l'édition (p. 1440) ; retrait (p. 1441) ; Adoption de l'article 55 (*ibid.*). — Art. 56 et 57 : adoption (p. 1441). — Art. 58 (p. 1441) ; amendement de M. Perche tendant à modifier l'usage de la « main de passe » (p. 1441) ; rejet (*ibid.*) ; Adoption de l'article 58 (*ibid.*). — Art. 59 à 61 : adoption (p. 1441, 1442). — Art. 62 (p. 1442) ; amendement de M. Perche visant le cas où l'édition peut être considérée comme épuisée (p. 1442) ; adoption (*ibid.*) ; Adoption de l'article 62 ainsi modifié (*ibid.*). —

Titre IV : *Procédure et sanctions.* — Art. 63 à 74 : adoption (p. 1442, 1443). — Titre V : *Dispositions diverses.* — Art. 75 à 79 : adoption (p. 1443) ; Adoption de l'ensemble du projet de loi (1444). — orateurs : MM. Bordeneuve, *Secrétaire d'Etat aux Arts et Lettres*, Desson, *Président de la Commission de la presse*, Dumas, *Rapporteur pour avis*, Gautier-Chaumet, Isorni, *Rapporteur*, Lacaze, de Léotard, Mlle Marzin, *Rapporteur pour avis suppléant*, Naegelen, Perche, Trémolet de Villers, Viatte.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [17 décembre 1956] (p. 6040). Entendus : MM. Isorni, *rapporteur* ; Bordeneuve, *Secrétaire d'Etat aux Arts et Lettres*. Observations sur : l'ordre adopté pour l'attribution du droit de divulgation (p. 6040) ; le droit de suite prévu à l'article 41 et la situation du marché français des tableaux (p. 6040, 6041). — Art. 10, 11, 13, 15, 16 : adoption (p. 6041). — Art. 17 (*ibid.*) ; observations sur les bandes illustrées tirées de films ou d'œuvres littéraires ayant servi de thème à des films et le droit exclusif d'exploitation cinématographique cédé au producteur (p. 6041, 6042) ; amendement de M. Deixonne visant les auteurs des compositions musicales de films (p. 6042) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article 17 ainsi modifié (p. 6042). — Art. 19 et 24 : adoption (p. 6042, 6043). — Art. 25 : adoption de la proposition de la commission tendant à adopter la suppression de l'article votée par le Conseil de la République (p. 6043). — Art. 29, 30 : adoption (p. 6043). — Art. 34 *bis* (p. 6043) ; amendement de M. Deixonne tendant à autoriser l'auteur à reprendre sa liberté, en cas de violation de contrat, après la présentation de trois et non de quatre ouvrages (p. 6043) ; adoption (*ibid.*) ; adoption de l'article 34 *bis* modifié par l'amendement de M. Deixonne et par une nouvelle rédaction du dernier alinéa (p. 6043). — Art. 35 *bis* : (p. 6043) demande de réserve du premier alinéa formulée par M. Deixonne (p. 6044) ; observations sur les illustrations d'ouvrages et le système du forfait (p. 6044) ; amendement de M. Deixonne tendant à limiter le forfait aux illustrations des ouvrages scientifiques, des anthologies et des encyclopédies (p. 6044) ; rejet (p. 6045) ; amendement de M. Deixonne tendant à exclure les livres de piété du système du forfait (p. 6045) ; rejet (*ibid.*) ; amendement de M. Vayron tendant à étendre la possibilité du système forfaitaire à toutes les éditions (p. 6045) ; retrait (p. 6046) ; adoption de l'article 35 *bis* (*ibid.*). — Art. 44 : adoption (p. 6046) ; Art. 45 : (p. 6046) ; amendement de M. Deixonne tendant à supprimer l'exception faite pour les

spectacles traités au forfait (p. 6046); adoption (*ibid.*); amendement de M. Deixonne tendant à supprimer le règlement d'administration publique prévu pour l'application du régime spécial consenti aux communes et aux sociétés d'éducation populaire (p. 6046); adoption (p. 6047); amendement de M. R. Dumas sans objet et retiré (p. 6047); amendement de M. R. Dumas tendant à prévoir la répartition des sommes dues aux auteurs par le producteur et non par l'entrepreneur de spectacles (p. 6047); retrait (p. 6048); adoption de l'article 45 (p. 6048). — Art. 52, 57, 60, 61, 62, 63 *bis*, 64, 69 : adoption (p. 6048, 6049). — Art. 70 : (p. 6049); observations sur la nécessité d'assortir la fermeture des établissements d'une sanction pénale (lettre de M le Garde des Sceaux) (p. 6049); adoption de l'article 70 (p. 6049). — Art. 75 *bis* (nouveau) : adoption (p. 6049); adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6050). = Orateurs : MM. Bordeneuve, Secrétaire d'Etat aux Arts et Lettres, Cayeux, Cupfer, Président de la Commission, Deixonne, rapporteur pour avis, Desson, Grenier, Isorni, Rapporteur, Vayron.

§ 4. — Projet de loi, instituant une limitation des saisies-arrêts en matière de droits d'auteurs, présenté au Conseil de la République le 13 novembre 1956 par M. René Billères, Ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports (renvoyé à la Commission de l'éducation nationale et pour avis à la Commission de la justice). n° 78 (année 1956-1957); rapport le 6 décembre 1956 par M. Lamousse, n° 147 (année 1956-1957); avis de la Commission de la justice par M. Périquier, n° 298 (année 1956-1957) et Adoption le 24 janvier 1957. — Projet de loi n° 102 (année 1956-1957).

Transmis à l'Assemblée Nationale le 24 janvier 1957 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 3880; rapport le 16 mai 1957 par M. Isorni, n° 5013. Adoption sans débat le 9 juillet 1957 (1<sup>re</sup> Séance). — Projet de loi n° 737.

Loi du 19 juillet 1957, publiée au *J.O.* du 20 juillet 1957 (p. 7172).

§ 5. — Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les lettres, les sciences et les arts, présenté à l'Assemblée Nationale le 26 novembre 1956 par M. René Billères, Ministre d'Etat, chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des

sports (renvoyé à la Commission de l'éducation nationale), n° 3328; rapport le 27 février 1957 par M. Deixonne, n° 4317; Adoption sans débat le 7 mai 1957 sous le titre : « *Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les arts et les lettres* ». — Projet de loi n° 512.

Transmis au Conseil de la République le 12 mars 1957 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 472 (année 1956-1957); rapport le 24 juin 1957 par M. Lamousse, n° 753. (année 1956-1957); Adoption le 2 juillet 1957. — Projet de loi n° 350 (année 1956-1957), adopté sans modifications par le Conseil de la République et transmis à l'Assemblée Nationale le 2 juillet 1957. — Projet de loi n° 717.

Loi du 11 juillet 1957, publiée au *J.O.* du 13 juillet 1957 (p. 6918).

§ 6. — Proposition de résolution de M. Maurice-Bokanowski tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder les musées du département de la Seine, présentée à l'Assemblée Nationale, le 8 mars 1957 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 4457.

§ 7. — Projet de loi tendant à autoriser le transfert à l'Etat Japonais de la propriété d'œuvres d'art, présenté à l'Assemblée Nationale le 9 juillet 1957 par M. Christian Pineau, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission de l'éducation nationale), n° 5405; rapport le 26 février 1958 par M. Raingard, n° 6722. Adoption sans débat le 7 mars 1958. — Projet de loi n° 1051.

Transmis au Conseil de la République le 11 mars 1958 (renvoyé à la Commission de l'éducation nationale) n° 333 (année 1957-1958); rapport le 26 mars 1958 par M. Jean Bertaud, n° 406 (année 1957-1958).

§ 8. — Proposition de loi de M. de Léotard tendant à abroger l'article 42 de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 février 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6713.

§ 9. — Proposition de loi de M. Guy Desson et plusieurs de ses collègues tendant à proroger, en ce qui concerne les œuvres cinématographiques, la date de mise en application

de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 mai 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 7126.

### OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CÉRÉALES.

§ 1<sup>er</sup> — Proposition de résolution de M. Georges Bonnet, tendant à inviter le Gouvernement à compléter le décret n° 54-246 du 1<sup>er</sup> mars 1954 portant statut du personnel de l'Office national interprofessionnel des céréales, présentée à l'Assemblée nationale le 15 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 3783.

§ 2. — Proposition de loi de M. de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux négociants, organismes stockeurs agréés par l'O. N. I. C. les dispositions de l'article 17 de la loi du 15 août 1936, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 mai 1957 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 4997; rapport le 4 juillet 1957 par M. de Sesmaisons, n° 5356. Adoption le 23 juillet 1957 (1<sup>re</sup> séance) sous le titre : « Proposition de loi tendant à étendre aux négociants, organismes stockeurs agréés par l'Office national interprofessionnel des céréales (O. N. I. C.) les dispositions des articles 7, 15 et 17 de la loi du 15 août 1936. » — Proposition de loi n° 810.

Transmise au Conseil de la République le 23 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 931 (année 1956-1957); rapport par M. de Raincourt, n° 949 (année 1956-1957) et adoption le 24 juillet 1957; Proposition de loi n° 388 (année 1956-1957), adoptée sans modifications par le Conseil de la République et transmise à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1957. — Proposition de loi n° 829.

Loi du 2 août 1957, publiée au *J.O.* du 3 août 1957 (p. 7687).

**DISCUSSION** [23 juillet 1957] (p. 3845). Entendu : M. de Sesmaisons, *Rapporteur*. Observations sur : la nécessité de mettre les coopératives et les commerçants agréés sur un pied d'égalité (p. 3845, 3846); le passage à la discussion des articles est ordonné (p. 3846). — Articles 1<sup>er</sup> à 3 : adoption (p. 3846); adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3846).

§ 3. — Proposition de loi de M. Raymond Lainé et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la constitution du Conseil central de l'O. N. I. C. présentée à l'Assemblée Nationale le 21 juin 1957 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 5212.

— conseil central de l'. — Voy. *O.N.I.C.*, § 3.  
— négociants agréés par l'. — Voy. *O.N.I.C.*, § 2.  
— statut du personnel de l'. — Voy. *O.N.I.C.*, § 1<sup>er</sup>.

Voy. INTERPELLATIONS, n° 220 (Débat).

— (Méconnaissance de l'). — Voy. MOTIONS DE CENSURE, n° 3.

— (Titularisation du personnel). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 146 [5 mars 1957] (p. 1296).

**OFFICE NATIONAL DE LA NAVIGATION** (et plainte en faux suivie de non-lieu). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 287.

### OFFICES.

— anti-acridien. — Voy. *T. O. M.*, § 128.  
— et établissements publics dans les T. O. M. — Voy. *T. O. M.*, § 127.

### OFFICIERS.

— d'active dégagés des cadres (réintégration). — Voy. *Armée*, §§ 17, 65.  
— des affaires militaires musulmanes. — Voy. *Armée*, § 165.  
— d'Algérie en permission (permis de chasse). — Voy. *Chasse*, § 5.  
— dégagés des cadres en vertu des lois de Vichy. — Voy. *Armée*, § 52.  
— dégagés des cadres par suite de l'abaissement des limites d'âge. — Voy. *Armée*, § 156  
— déportés dans un camp de concentration. — Voy. *Pensions et retraites*, § 84.  
— généraux ayant commandé en chef dans les forces navales françaises libres. — Voy. *Marine militaire*, § 2.  
— greffiers. — Voy. *Armée*, § 43.

— du ministère public (simple police). — Voy. *Code d'instruction criminelle*, § 4.

— mis d'office à la retraite par ancienneté de services. — Voy. *Armée*, § 174.

— pères de deux enfants (service en Afrique du Nord). — Voy. *Armée*, § 123.

— de police et adjoints. — Voy. *Police (Personnel de)*, §§ 13, 25, 28.

— de réserve (de l'armée de l'air). — Voy. *Aéronautique*, § 5.

— de réserve (de l'armée de terre) (statut). — Voy. *Armée*, §§ 13, 32, 140.

— de réserve (avancement). — Voy. *Armée*, §§ 15, 76.

— de réserve (avantages pécuniaires). — Voy. *Armée*, § 83.

— de réserve (dans la police). — Voy. *Police (Personnel de la)*, § 35.

— de réserve (honorariat). — Voy. *Armée*, §§ 14, 76, 94.

— de réserve (rappel d'activité). — Voy. *Armée*, § 48.

— de réserve rappelés en Algérie (période de réserve des). — Voy. *Armée*, § 110.

— de réserve (tableau d'avancement). — Voy. *Armée*, § 87.

— des services administratifs de l'air. — Voy. *Aéronautique*, § 15.

— subalternes de la gendarmerie. — Voy. *Gendarmerie nationale*, § 11.

— (Indemnité aux — ex-prisonniers de guerre). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 304.

— (Réintégration des — dégages des cadres). — Voy. ARMÉE, § 2.

### OFFICIERS MINISTÉRIELS.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Cupfer tendant à compléter l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 modifiée, relative au statut des huissiers, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 avril 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4844; rapport le 29 novembre 1957 par M. Wasmer, n° 6046. Adoption le 19 décembre 1957. — Proposition de loi n° 925.

Transmise au Conseil de la République, le 23 décembre 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 136 (année 1957-1958); rapport le 30 janvier 1958 par M. Joreau-Marigné, n° 206 (année 1957-1958). Adoption

le 4 février 1958. — Proposition de loi n° 77 (année 1957-1958), adoptée sans modifications par le Conseil de la République et transmise à l'Assemblée Nationale le 4 février 1958. — Proposition de loi n° 1001.

Loi du 11 février 1958, publiée au *J.O.* du 12 février 1958 (p. 1571).

§ 2. — Proposition de loi de M. Cupfer tendant à modifier la loi du 27 décembre 1923 relative à la suppléance des huissiers blessés et à la création des eleres assermentés, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 mai 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 7111; rapport le 3 juin 1958 par M. Cupfer, n° 7261.

§ 3. — remplacement des. — Voy. *Code de procédure civile*, § 4.

### OFFICIERS DE RÉSERVE.

— (Radiation du stage) (instituteurs « communistes »). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 292.

— (Statut des) — Voy. ARMÉE, (n° 599).

### OIGNONS.

— droits de Douanes. — Voy. *Douanes*, § 39.

### OISE (département de l').

— Voy. *Calamités atmosphériques*, § 230.

— (Ecole annuelle de Hermes) — Voy. INTERPELLATIONS, n° 204.

### OISEMONT (Somme).

— aide aux sinistrés des orages de grêle à. — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 241.

### OISIFS.

— Taxe sur les. — Voy. *Impôts directs*, § 157.

**OLÉAGINEUX.**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de résolution de M. Dia Mamadou et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1<sup>o</sup> à modifier l'article 5 de l'arrêté du 7 juillet 1955 relatif aux conditions de la société interprofessionnelle des oléagineux alimentaires ; 2<sup>o</sup> à appliquer les mêmes normes en ce qui concerne la détermination des prix de cession à toutes les graines de l'Union française, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 février 1956 (renvoyée à la Commission des T.O.M.) n<sup>o</sup> 748 ; rapport le 29 février 1956 par M. Aubame, n<sup>o</sup> 897.

§ 2. — Proposition de loi de MM. Fily Dabo Sissoko et Ninine portant modification du décret n<sup>o</sup> 54-1136 du 13 novembre 1954 relatif à l'organisation du marché des corps gras fluides alimentaires, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 octobre 1957 (renvoyée à la Commission des affaires économiques), n<sup>o</sup> 5845.

— § 3. — marché des céréales et oléagineux de printemps. — Voy. *Agriculture*, § 16.

— dans l'Union française (marché des). — Voy. *Oléagineux*, § 1<sup>er</sup>.

**OLÉICULTEURS.**

— sinistrés par température février 1956. — *Calamités atmosphériques*, §§ 58, 77.

**OLIVIER.**

— culture de l'. — Voy. *Agriculture*, § 53.

— prime d'encouragement à la culture de l'. — Voy. *Agriculture*, §§ 140, 149.

— prime d'entretien des. — Voy. *Agriculture*, § 111.

— (Prime à la culture de l'). — Voy. **IMPOTS** (Dispositions générales), § 88.

**OPÉRATIONS ÉLECTORALES.**

— (Liberté et sincérité des). — Voy. **INTERPELLATIONS**, n<sup>o</sup> 270.

**OPTICIENS LUNETIERS.**

Proposition de résolution de M. Courrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1<sup>o</sup> à décider l'application effective de l'article 507 du Code de la santé publique au sujet des commissions chargées de se prononcer sur la qualification professionnelle d'opticien et 2<sup>o</sup> à modifier la représentation professionnelle dans ces commissions en y admettant des membres du syndicat des opticiens-lunetiers, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 janvier 1958 (renvoyée à la Commission de la famille), n<sup>o</sup> 6392 ; rapport le 26 mars 1958 par M. Prisset, n<sup>o</sup> 7023.

**OR.**

Rapport fait (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la production industrielle par M. Mallez sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Jean-Paul Palewski tendant à l'institution d'un comité de l'or national et d'un centre technique aurifère en vue de promouvoir les réformes indispensables à l'essor de la production aurifère dans les territoires de la métropole et de l'Union française ; 2<sup>o</sup> de MM. Robert Aubé, Durand-Réville et Coupigny (sénateurs) tendant à la création d'un comité national de l'or en vue de définir une politique de l'or, étudier les problèmes posés par son exploitation et promouvoir toutes dispositions susceptibles d'en augmenter la production dans l'Union française (Voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature, p. 1835, 2<sup>e</sup> col. § 1<sup>er</sup> (repris le 17 mai 1956 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la production industrielle) n<sup>o</sup> 1879.

Voy. **MINISTÈRES** (Déclaration Bourges-Maunoury [12 juin 1957] (p. 2684, 2692, 2693).

— (Taxes sur les transactions). — Voy. **BUDGET DE 1957** (n<sup>o</sup> 2951), Art. 57 bis et en 2<sup>e</sup> lecture, Art. 4 ter.

**ORADOUR** : (Non-extradition du général Lammerling). — Voy. **QUESTIONS ORALES**, n<sup>o</sup> 315.



**ORAGES.**

— sur la France. — Voy. *Calamités atmosphériques* § 181.

**ORAN.**

— sévices qui auraient été infligés dans le département d'. — Voy. *Algérie* § 42.

— (**Commission d'enquête en Algérie**). — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [17 mai 1957] (p. 2534).

**ORANGES.**

— perception du droit de douane d'importation applicable aux. — Voy. *Douanes* § 77.

**ORDRE.**

— experts-comptables. — Voy. *Experts-comptables* §§ 5, 6, 7.

national des médecins. — Voy. *Médecine* §§ 3, 4, 9, 10.

— de route. — Voy. *Armée* § 176.

**ORDRE DU JOUR.**

Voy. SÉANCES (de l'Assemblée Nationale); CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS.

— (**Discussion de l'interpellation n° 209 sur le conflit des employés de banques**) [23 juillet 1957] (p. 3882). Entendus : MM. Naudet, Galy-Gasparrou, *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*; Bouxom, Bruyneel, Tourtaud, le Président.

— (**Fixation de l'**). — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS.

— (**Modification de l'**). — Rappel au Règlement [23 juillet 1957] (p. 3863). Entendus : MM. Bouxom, Florimond Bonte, le Président.

— (**Motion d'ordre**) [23 juillet 1957] (p. 3887). Entendu : M. Bourgès-Maunoury, *Président du Conseil*.

— (**Prérogatives de l'Assemblée**). — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [14 janvier 1958].

— (**Procès-verbal contesté**) [24 juillet 1957] (p. 3930). Entendus : MM. Dorgères d'Halluin, Halbout, Boscary-Monservin, Moisan, Vals, Roucaute, Teitgen, le Président. Rejet au scrutin de la contestation du procès-verbal [24 juillet 1957] (p. 3931); liste des votants (p. 3956).

— (**Rappel au Règlement**) [23 juillet 1957] (p. 3886). Entendus : MM. Temple, Bourgès-Maunoury, *Président du Conseil*; le Président.

— (**Rappel au Règlement**) [23 juillet 1957] (p. 3891). Entendus : MM. Moisan, le Président.

— (**Rappel au Règlement**) [23 juillet 1957] (p. 3891). Entendus : MM. Halbout, le Président.

**ORDURES MÉNAGÈRES (Exonération des véhicules affectés à l'enlèvement des).**

— Voy. QUESTIONS ORALES, n° 169.

**ORGANISATION ADMINISTRATIVE**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de résolution de M. Quinson tendant à inviter le Gouvernement à préparer une réforme administrative et à associer les fonctionnaires à son œuvre, présentée à l'Assemblée Nationale le 10 février 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur); n° 334.

§ 2. — Proposition de loi de M. Pierre Meunier et plusieurs de ses collègues tendant à intégrer tous les chefs de bureau et rédacteurs de préfecture dans le cadre des attachés de préfecture ainsi que tous les commis de préfecture nommés au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1949 dans le cadre des secrétaires administratifs de préfecture, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 février 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 745; rapport collectif le 25 octobre 1956 par M. Dreyfus-Schmitt, n° 3061. (Voy. *ci-dessous*, §§ 3, 4, 6, 10).

**DISCUSSION** [6 décembre 1957] (n° 5225).  
Entendus : MM. Mériçonde, *Rapporteur sup-  
pléant*; Giacobbi, *Sous-Secrétaire d'Etat à la  
Présidence du Conseil*; G. Cartier; Paul  
Reynaud, *Président de la Commission des  
finances*. Observations sur l'intégration des chefs  
de bureaux et rédacteurs de préfecture dans le  
cadre des attachés (p. 5226); les économies qui  
pourraient résulter d'une telle mesure (*ibid*);  
le Gouvernement oppose l'article 10 du décret  
organique (p. 5227); le renvoi à la Commission  
des finances est ordonné (*ibid*),

§ 3. — Proposition de loi de M. Gilbert  
Cartier et plusieurs de ses collègues tendant à  
l'intégration de tous les chefs de bureau et  
rédacteurs des préfectures dans le corps des  
attachés de préfecture, ainsi que tous les  
commis de préfecture nommés avant le 1<sup>er</sup> jan-  
vier 1949, dans le corps des secrétaires admi-  
nistratifs de préfecture, présentée à l'Assemblée  
Nationale le 2 mars 1956 (renvoyée à la Com-  
mission de l'intérieur), n° 955; rapport collec-  
tif le 25 octobre 1956 par M. Dreyfus-Schmitt,  
n° 3061; (Voy. *ci-dessus*, § 2).

§ 4. — Proposition de loi de M. Joseph Garat  
et plusieurs de ses collègues tendant à intégrer  
tous les chefs de bureau et rédacteurs des pré-  
fectures dans le corps des attachés de préfec-  
ture, ainsi que tous les commis de préfecture  
nommés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949 dans le corps  
des secrétaires administratifs de préfecture,  
présentée à l'Assemblée Nationale le 9 mars  
1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur),  
n° 1112; rapport collectif le 25 octobre par  
M. Dreyfus-Schmitt, n° 3061 (Voy. *ci-dessus*,  
§ 2).

§ 5. — Proposition de loi adoptée par  
l'Assemblée Nationale relative aux délais de  
recours contentieux en matière administrative,  
transmise au Conseil de la République le  
24 novembre 1955 (Voir la table des impressions  
de la 2<sup>e</sup> législature p. 1842, 1<sup>re</sup> col. § 34); rap-  
port le 13 mars 1956 par M. Marcilhacy, n° 346  
(année 1955-1956). Adoption le 20 mars 1956.  
— Proposition de loi n° 150 (année 1955-  
1956).

Transmise à l'Assemblée Nationale le même  
jour (renvoyée à la Commission de la justice),  
n° 1305; rapport le 25 avril 1956 par M. Wasmer,  
n° 1644. Adoption sans débat le 31 mai 1956

(1<sup>re</sup> séance). — Proposition de loi n° 111  
(année 1955-1956).

Loi du 7 juin 1956, publiée au *J. O.* du  
10 juin 1956 (p. 5327).

§ 6. — Proposition de loi de M. Triboulet et  
plusieurs de ses collègues tendant à l'intégra-  
tion de tous les chefs de bureau et rédacteurs  
de préfecture dans le corps des attachés de  
préfecture, ainsi que de tous les commis de  
préfecture nommés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949,  
dans le corps des secrétaires administratifs de  
préfecture, présentée à l'Assemblée Nationale  
le 22 mars 1956 (renvoyée à la Commission de  
l'intérieur), n° 1373; rapport collectif le  
28 octobre 1956 par M. Dreyfus-Schmitt,  
n° 3061 (Voy. § 2, *ci-dessus*).

§ 7. — Proposition de résolution de  
M. de Léotard tendant à inviter le Gouver-  
nement à modifier l'article 5 du décret n° 53-934  
du 30 septembre 1953 portant réforme du  
contentieux administratif, présentée à l'Assem-  
blée Nationale le 17 avril 1956 (renvoyée à la  
Commission de la justice), n° 1497.

§ 8. — Proposition de loi de M. Mériçonde  
et plusieurs de ses collègues tendant à permettre  
la validation pour la retraite de certains ser-  
vices accomplis par les fonctionnaires et agents  
de préfecture, présentée à l'Assemblée Natio-  
nale le 20 avril 1956 (renvoyée à la Commission  
de l'intérieur), n° 1599; rapport le 1<sup>er</sup> août  
1956 par M. Mériçonde, n° 2744.

§ 9. — Proposition de résolution de  
M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues  
tendant à inviter le Gouvernement à regrouper  
en une classe unique les trois classes actuelles  
du corps des attachés de préfecture, présentée  
à l'Assemblée Nationale le 9 mai 1956 (ren-  
voyée à la Commission de l'intérieur), n° 1784.

§ 10. — Proposition de loi de M. Max  
Brusset tendant à intégrer tous les chefs de  
bureau et rédacteurs de préfecture dans le  
cadre des attachés de préfecture, ainsi que tous  
les commis de préfecture, nommés au plus  
tard le 1<sup>er</sup> janvier 1949, dans le cadre des  
secrétaires administratifs de préfecture, pré-  
sentée à l'Assemblée Nationale le 16 mai 1956  
(renvoyée à la Commission de l'intérieur),  
n° 1837; rapport collectif le 28 octobre 1956, par

M. Dreyfus-Schmitt, n° 3061 (Voy. § 2, *ci-dessus*).

§ 11. — Proposition de résolution de M. Robert Besson tendant à inviter le Gouvernement à déposer avant le 31 décembre 1956 un projet de réforme administrative sous la forme de loi-cadre, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 mai 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1904.

§ 12. — Proposition de loi de M. Coirre relative au recrutement des membres des tribunaux administratifs, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 décembre 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 3542.

§ 13. — Proposition de loi de MM. Charlet et Léo Hamon tendant à compléter le décret n° 53-936 du 30 septembre 1953 relatif au statut particulier des membres des tribunaux administratifs, présentée au Conseil de la République le 20 décembre 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 190 (année 1956-1957); rapport le 19 février 1957 par M. Gaston Charlet, n° 412 (année 1956-1957). Adoption le 14 mars 1957. Proposition de loi n° 187 (année 1956-1957).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 15 mars 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4532.

§ 14. — Proposition de loi de MM. Coste-Floret, Joly et Triboulet tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 55-355 du 3 août 1955 relatif à la réintégration des préfets et sous-préfets déportés, internés et combattants volontaires de la Résistance mis à la retraite par application des ordonnances des 7 janvier 1944 et 2 novembre 1945, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 mars 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 4511 rectifié.

§ 15. — Proposition de loi de M. Mignot et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'un comité permanent interdépartemental de coordination, de liaison et d'action entre le département de la Seine et le département de Seine-et-Oise, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 juin 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 5130.

§ 16. — Proposition de loi de M. Jozeau-Marigné tendant à modifier la loi du 22 juillet

1899 concernant la procédure à suivre devant les tribunaux administratifs, présentée au Conseil de la République le 20 juin 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 729 (année 1956-1957).

§ 17. — Proposition de loi de M. Rolland tendant à réaliser la réforme administrative, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6209.

§ 18. — Proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à unifier l'organisation régionale du territoire métropolitain, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 décembre 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6240.

§ 19. — Projet de loi relatif au régime de retraite et de disponibilité du Corps préfectoral, présenté à l'Assemblée Nationale le 14 janvier 1958 par M. Maurice Bourgès-Maunoury, Ministre de l'Intérieur (renvoyé à la Commission de l'intérieur), n° 6301.

§ 20. — Projet de loi portant institution au Tribunal administratif de Paris, de secrétaires-greffiers adjoints et de commis-greffiers, présenté à l'Assemblée Nationale le 14 janvier 1958 par M. Maurice Bourgès-Maunoury, Ministre de l'Intérieur (renvoyé à la Commission de la justice), n° 6303.

§ 21. — Proposition de résolution de M. Ducos tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 14 du décret n° 53-936 du 30 septembre 1953 relatif au statut particulier des membres des Tribunaux administratifs, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 janvier 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6338.

§ 22. — Proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues concernant le statut du personnel départemental, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 janvier 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6455.

§ 23. — Proposition de loi de MM. Brard, Paquet et Jean Lainé relative aux servitudes administratives, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 février 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6512.

## ORGANISATION COMMUNE DES RÉGIONS SAHARIENNE (O.C.R.S.).

— (Election des membres de la haute commission) [17 juillet 1957] (p. 3674, 3686).

— (Lettre du Président du Conseil demandant à l'Assemblée de désigner 8 députés pour siéger à la haute commission) [5 juillet 1957] (p. 3309).

## ORGANISATION EUROPÉENNE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE (O.E.C.E.).

— Voy. INTERPELLATIONS, n° 135 [19 mars 1957] (p. 1671, 1696), [27 mars 1957] (p. 1908); n° 282.

— (Résolution du conseil de l'). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 278.

## ORGANISATION JUDICIAIRE.

§ 1<sup>er</sup>. — Projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, fixant les limites de l'arrondissement judiciaire de Mantes (*Voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature, p. 1843, 2<sup>e</sup> col. § 1<sup>er</sup>*). Avis modificatif du Conseil de la République transmis à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1956 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 6; rapport le 13 mars 1957 par M. Mignot, n° 4487; rejet sans débat le 2 avril 1957.

§ 2. — Projet de loi adopté par le Conseil de la République, modifiant l'article 54 de la loi du 23 juillet 1947 relative à l'organisation et à la procédure de la Cour de cassation (*Voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature, p. 1850, 1<sup>re</sup> col. § 51*); transmis à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1956 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 67; rapport le 21 juin 1956 par M. Wasmer, n° 2276. Adoption sans débat le 17 juillet 1956. — Projet de loi n° 190.

Loi du 27 juillet 1956, publiée au *J.O.* du 28 juillet 1956 (p. 7023).

§ 3. — Projet de loi adopté par le Conseil de la République, relatif aux jugements par défaut rendus par les tribunaux de commerce

(*Voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature, p. 1850, 2<sup>e</sup> col. § 55*); transmis à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1956 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 72; rapport le 13 mars 1957 par M. Mignot, n° 4485. Adoption sans débat le 2 avril 1957. — Projet de loi n° 602.

Loi du 8 avril 1957, publiée au *J.O.* des 8 et 9 avril (p. 3716).

§ 4. — Proposition de loi de M. Paul Coste-Floret portant réforme de certaines règles de la police judiciaire et de l'instruction préparatoire, présentée à l'Assemblée Nationale le 31 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 252.

§ 5. — Rapport fait (*au cours de la précédente législature*) au nom de la Commission de la justice par M. Wasmer sur la proposition de loi de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les alinéas 2, 3, 4, 5 et 6 de l'article 21 du décret n° 55-486 du 30 avril 1955 relatif à diverses dispositions d'ordre financier (*Voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature, p. 1850, 2<sup>e</sup> col. § 57*); (repris le 16 février 1956 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la justice), n° 543.

§ 6. — Rapport et rapport supplémentaire faits (*au cours de la précédente législature*) au nom de la Commission de la justice par M. Minjoz sur : 1<sup>o</sup> de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 7700 rectifié) tendant à assurer aux greffiers des justices de paix une rémunération en harmonie avec les rémunérations perçues en 1914; 2<sup>o</sup> de M. Bignon et plusieurs de ses collègues (n° 8425) tendant à assurer aux greffiers des justices de paix et des tribunaux de simple police une rémunération en harmonie avec les rémunérations perçues en 1914; 3<sup>o</sup> de M. Hutin-Desgrèes (n° 8742) tendant à assurer aux greffiers des justices de paix et des tribunaux de simple police une rémunération en harmonie avec les rémunérations perçues en 1914; H. la proposition de résolution de M. François Bénard (n° 8716 rectifié) tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux de l'indemnité accordée aux greffiers de justice de paix et de police (*Voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature, p. 1847, 2<sup>e</sup> col. § 34*); repris le 16 février 1956

(par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la justice), n° 545.

§ 7. — Rapport et rapport supplémentaire faits (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la justice par M. Minjot sur le projet de loi portant statut de la magistrature (Voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature, p. 1845, 1<sup>re</sup> col. § 12); (repris le 16 février 1956 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la justice et pour avis à la Commission des T.O.M.) n° 549.

§ 8. — Rapport fait (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la justice par M. Maurice Grimaud sur les articles 2 et 3 de la proposition de loi de M. Maurice Grimaud tendant à compléter les articles 2 et 4 de la loi n° 53-1244 du 17 décembre 1953 relative aux forclusions encourues du fait des grèves survenues au mois d'août 1953 (Voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature, p. 1848, 2<sup>e</sup> col. § 39); (repris le 16 février 1956 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la justice), n° 552.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Jean Lefranc tendant à inviter le Gouvernement à modifier et compléter le décret n° 54-767 du 20 juillet 1954 sur les conditions d'aptitude aux fonctions de greffier titulaire de charge, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 février 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 565.

§ 10. — Proposition de loi de M. Daniel Mayer et plusieurs de ses collègues tendant à proroger d'un délai de trois ans, à compter du moment où ils atteindraient l'âge de la retraite les fonctionnaires, employés civils et magistrats de l'ordre judiciaire privés de leurs fonctions par l'autorité de fait, dite Gouvernement de l'Etat français, présentée à l'Assemblée Nationale le 9 mars 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1127; rapport le 14 juin par M. Mérigonde, n° 2199; rapport supplémentaire le 25 janvier 1957 par M. Mérigonde, n° 3913. Adoption le 19 février 1957 (2<sup>e</sup> séance) sous le titre: « Proposition de loi relative à la limite d'âge des fonctionnaires ou employés civils et des magistrats de l'ordre judiciaire

privés de leurs fonctions par l'autorité de fait dite Gouvernement de l'Etat français ». — Proposition de loi n° 475.

Transmise au Conseil de la République le 20 février 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission de la justice), n° 419 (année 1956-1957); rapport le 28 mars 1957 par M. Deutschmann, n° 564 (année 1956-1957); avis de la Commission de la justice le 12 avril par M. Molle, n° 617 (année 1956-1957). Adoption avec modifications le 16 mai 1957. — Proposition de loi n° 261 (année 1956-1957).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 17 mai 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 5026; rapport le 4 juillet 1957 par M. Mérigonde, n° 5348; rapport supplémentaire le 26 juillet 1957 par M. Mérigonde, n° 5698. Adoption avec modification le 26 novembre 1957. — Proposition de loi n° 887.

Transmise au Conseil de la République le 26 novembre 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 43 (année 1957-1958); rapport le 10 décembre 1957 par M. Deutschmann, n° 72 (année 1957-1958). Adoption le 17 décembre 1957. — Proposition de loi n° 28 (année 1957-1958), adoptée sans modification par le Conseil de la République et transmise à l'Assemblée Nationale le 17 décembre 1957. — Proposition de loi n° 930.

Loi du 24 décembre 1957, publiée au *J.O.* du 25 décembre 1957.

#### DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE

[19 février 1957] (p. 979). Entendus: MM. Mérigonde, *Rapporteur*, Gilbert-Jules, *Ministre de l'Intérieur*, Filippi, *Secrétaire d'Etat au Budget* (p. 979-980); le passage à la discussion de l'article unique est ordonné (p. 980); amendement de M. Cuper tendant à faire verser une indemnité différentielle aux fonctionnaires et magistrats déjà mis à la retraite (p. 980); disjonction en vertu de l'article 10 du décret organique (p. 980); adoption de l'article unique (p. 980). = Orateurs: MM. Dumas, Filippi, *Secrétaire d'Etat au Budget*, Mérigonde, *Rapporteur*.

#### DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE

[26 novembre 1957] (p. 4928). Entendu: M. Mérigonde, *Rapporteur* (p. 4928); adoption de l'article unique (p. 4929).

§ 11. — Projet de loi fixant le ressort du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Châteaubriant, présenté au Conseil de la République le 3 mai

Organisation  
judiciaire

1956 par M. François Mitterrand, Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, chargé de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 431 (année 1955-1956); rapport le 19 février 1957 par M. Biatarana, n° 404 (année 1956-1957). Rejet le 14 mars 1957. — Projet de loi n° 185 (année 1956-1957).

Transmis à l'Assemblée Nationale le 15 mars 1957 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 4530.

§ 12. — Proposition de loi de M. Delalande modifiant le taux de compétence en dernier ressort des tribunaux civils de première instance et des tribunaux de commerce, présentée au Conseil de la République le 15 mai 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 444 (année 1955-1956); rapport le 12 juin 1956 par M. Robert Chevalier, n° 521 (année 1955-1956); rapport supplémentaire le 5 juillet 1956 par M. Robert Chevalier, n° 610 (année 1955-1956). Adoption le 10 juillet 1956. — Proposition de loi n° 247 (année 1955-1956).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 10 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 2496.

§ 13. — Proposition de résolution de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'utilisation de la télévision pour la transmission des audiences de l'actualité judiciaire, présentée à l'Assemblée Nationale le 16 mai 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 1829.

§ 14. — Proposition de loi de M. Cupfer tendant à créer à la Cour d'appel de Paris deux chambres pénales supplémentaires — de deux sections chacune — réservées aux affaires d'accidents (délits de blessures et homicides involontaires), présentée à l'Assemblée Nationale le 25 mai 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 1915; rapport collectif le 26 décembre 1956 par M. Cupfer, n° 3681 (Voy. ci-dessous, § 26).

§ 15. — Proposition de loi de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à interdire à un témoin entendu à l'audience sous la foi du serment de se constituer ensuite partie civile, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 juin 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 2108.

§ 16. — Proposition de résolution de M. Dejean et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à unifier et simplifier les délais de procédure en matière civile, commerciale, administrative et pénale, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 juin 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 2109; rapport le 31 janvier 1957 par M. Wasmer, n° 3976. Adoption le 3 avril 1957. — Résolution n° 605.

§ 17. — Proposition de loi de M. Moisan tendant à compléter l'article 19 de la loi du 12 juillet 1905 modifiée, relative à l'organisation de la justice de paix, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 juin 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 2220; rapport le 18 mars 1958 par M. Wasmer, n° 6907.

§ 18. — Proposition de loi de M. Devinat tendant à la prorogation des délais impartis par la loi n° 53-1244 du 17 décembre 1953 relative aux forclusions encourues du fait des grèves survenues au mois d'août 1953, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 2386.

§ 19. — Proposition de loi de M. Buron et plusieurs de ses collègues tendant à fixer un délai pour la conservation des archives des agrées près les tribunaux de commerce, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 octobre 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 3016.

§ 20. — Proposition de loi de M. Roland Dumas tendant à la création de deux astreintes en matière judiciaire, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 novembre 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 3177.

§ 21. — Projet de loi autorisant : 1° le transfert à Saint-Dizier du siège du tribunal de première instance actuellement fixé à Wassy; 2° le transfert à Mézières du siège du tribunal de première instance, actuellement fixé à Charleville, présenté au Conseil de la République le 13 novembre 1956 par M. François Mitterrand, Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, chargé de la Justice (renvoyée à la Commission de la justice), n° 76 (année 1956-1957); rapport le 29 novembre par M. Schwartz, n° 139 (année 1956-1957). Adoption le 31 janvier 1957

(1<sup>re</sup> séance). — Projet de loi n° 126 (année 1956-1957).

Transmis à l'Assemblée Nationale le 31 janvier 1957 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 3977 ; rapport le 21 mars 1957 par M. Naudet, n° 4611.

§ 22. — Proposition de résolution de M. Joseph Raybaud tendant à inviter le Gouvernement à créer une cinquième chambre au tribunal civil de Nice, présentée au Conseil de la République le 22 novembre 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 115 (année 1956-1957) ; rapport le 14 mars 1957 par M. Schwartz, n° 496 (année 1956-1957). Adoption le 26 mars 1957. — Résolution n° 220 (année 1956-1957).

§ 23. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont relative au tarif des frais de justice applicable aux actes de la partie civile en matière pénale, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 décembre 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 3494.

§ 24. — Proposition de loi de M. Trémolet de Villers et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret-loi n° 55-603 du 20 mai 1955 relatif aux syndics et aux administrateurs judiciaires en vue de conserver aux greffiers de justice de paix la possibilité d'exercer ces fonctions à titre accessoire, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 décembre 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 3538 ; rapport le 18 mars 1958 par M. Mignot, n° 6909.

§ 25. — Proposition de loi de M. Trémolet de Villers et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un droit de jugement en faveur des greffiers de charge en matière pénale, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 décembre 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 3539 ; rapport le 20 mars 1957 par M. Mignot, n° 4603.

§ 26. — Projet de loi portant création de deux chambres à la Cour d'appel de Paris, présenté à l'Assemblée Nationale le 20 décembre 1956 par M. François Mitterrand, Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, chargé de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 3632 ; rapport collectif le 26 décembre 1956 par M. Cupfer, n° 3681 (Voy. ci-dessus, § 14). Adoption le 27 décembre 1956 (2<sup>e</sup> séance) sous

le titre : « *Projet de loi portant institution de deux chambres à la Cour d'appel de Paris* ». — Projet de loi n° 359.

Transmis au Conseil de la République le 27 décembre 1956 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 214 (année 1956-1957) ; rapport par M. Gaston Charlet, n° 225 (année 1956-1957) et adoption le 28 décembre 1956. Projet de loi n° 85 (année 1956-1957), adopté sans modifications par le Conseil de la République et transmis à l'Assemblée Nationale le 28 décembre 1956 (2<sup>e</sup> séance). — Projet de loi n° 382.

Loi du 10 janvier 1957, publiée au *J.O.* du 11 janvier 1957.

**DISCUSSION** [27 décembre 1956] (p. 6320). Entendus : M. Cupfer, *Président de la Commission, Rapporteur* ; Naudet (p. 6320) ; le passage à la discussion des articles est ordonné (p. 6321). — Article premier (p. 6321) ; amendement de M. Mignot tendant à détacher ces deux nouvelles chambres à Versailles (p. 6321) ; retrait de l'amendement (p. 6322) ; adoption de l'article premier (*ibid.*). — Art 2, 3, 4 : adoption (p. 6322) ; observations sur la nécessité de reconsidérer la situation matérielle faite aux magistrats (p. 6322) ; adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6322). — Orateurs : MM. Cupfer, *Président de la Commission* ; Mignot, Mitterrand, *Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, chargé de la Justice*.

§ 27. — Proposition de loi de M. Gilbert Martin tendant à compléter l'article 54 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 relatif à la consignation de l'amende pour les pourvois en cassation contre les jugements des tribunaux paritaires des baux ruraux, présentée à l'Assemblée Nationale le 30 janvier 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 3963.

§ 28. — Proposition de loi de M. Fauchon relative à l'organisation des justices de paix, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 février 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4222.

§ 29. — Proposition de résolution de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer à Nice une Cour d'appel ou à y transporter une ou deux Chambres de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence, présentée à l'Assemblée Nationale le

Organisation  
judiciaire 15 mars 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 4546.

§ 30. — Projet de loi relatif aux conditions d'application de certains codes, présenté au Conseil de la République le 16 mai 1957 par M. François Mitterrand, Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, chargé de la justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 659 (année 1956-1957); rapport le 16 juillet 1957 par M. Marcihacy, n° 890 (année 1956-1957). Adoption le 25 juillet 1957. — Projet de loi n° 403 (année 1956-1957).

Transmis à l'Assemblée Nationale le 26 juillet 1957 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 5682; rapport le 20 mars 1958 par M. Wasmer, n° 6956. Adoption sans débat le 27 mars 1958. — Projet de loi n° 1080.

Transmis au Conseil de la République le 27 mars 1958 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 421 (année 1957-1958); rapport le 28 mars 1958 par M. Marcihacy, n° 437 (année 1957-1958). Adoption le 28 mars 1958. Projet de loi n° 160 (année 1957-1958), adopté sans modification par le Conseil de la République et transmis à l'Assemblée Nationale le 28 mars 1958. — Projet de loi n° 1104.

Loi du 3 avril 1958, publiée au *J. O.* du 5 avril 1958 (p. 3326).

§ 31. — Projet de loi relatif aux magistrats, fonctionnaires et auxiliaires de la justice de nationalité française, en service en Tunisie et au Maroc, présenté à l'Assemblée Nationale le 20 juin 1957 par M. Edouard Corniglion-Molinier, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 5171; rapport le 24 juin 1957 par M. Cupfer, n° 5220. Adoption le 25 juin 1957 (1<sup>re</sup> séance). Projet de loi n° 695.

Transmis au Conseil de la République le 26 juin 1957 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 774 (année 1956-1957); rapport le 4 juillet 1957 par M. Lodéon, n° 795 (année 1956-1957). Adoption avec modifications le 9 juillet 1957. — Projet de loi n° 330 (année 1956-1957).

Transmis à l'Assemblée Nationale le 9 juillet 1957 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 5410; rapport le 11 juillet 1957 par M. Cupfer, n° 5445. Adoption avec modifications le 23 juillet 1957 (2<sup>e</sup> séance). — Projet de loi n° 816.

Transmis au Conseil de la République le 23 juillet 1957 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 936 (année 1956-1957); rapport le 24 juillet 1957 par M. Lodéon, n° 946 (année 1956-1957). Adoption le 25 juillet 1957. Projet de loi n° 406 (année 1956-1957), adopté sans modification par le Conseil de la République et transmis à l'Assemblée Nationale le 26 juillet 1957. — Projet de loi n° 844.

Loi du 2 août 1957, publiée au *J. O.* du 4 août 1957 (p. 7715).

**DISCUSSION EN PREMIÈRE LECTURE** [25 juin 1957] (p. 2931). Entendu : M. Cupfer, *Président de la commission, Rapporteur*; Observations sur : la situation des magistrats de l'ordre judiciaire en service en Tunisie et au Maroc (p. 2931); le passage à la discussion des articles est ordonné (p. 2932). — Articles 1 à 10 : adoption (p. 2932). — Article additionnel de M. Halbout prévoyant des exonérations fiscales concernant les acquisitions effectuées par les citoyens français contraints de quitter le Maroc et la Tunisie (p. 2932); retrait (p. 2933); observations sur : les difficultés rencontrées par les Français contraints de se réinstaller en métropole, l'engagement du Gouvernement de déposer un projet de loi relatif aux droits de mutation (p. 2933); adoption de l'ensemble du projet (p. 2933). — Orateurs : MM. Claparède, *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé des affaires marocaines et tunisiennes*, Halbout.

**DISCUSSION EN DEUXIÈME LECTURE** [23 juillet 1957] (p. 3872). Art. 2 : adoption de la proposition de la commission tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée Nationale (p. 3872); adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3872).

§ 32. — Proposition de loi de M. Moisan tendant à modifier les règles de la représentation devant les justices de paix, présentée à l'Assemblée Nationale le 2 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 5286 (1).

§ 33. — Proposition de loi de M. Badie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 59 de la loi du 23 juillet 1947 sur l'organisation et la procédure de la Cour de cassation, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 5622.

(1) Retirée par l'auteur le 28 octobre 1957.



§ 34. — Proposition de loi de M. Durand-Reville tendant à la prorogation des délais impartis par la loi n° 53-1244 du 15 décembre 1953, relative aux forclusions encourues du fait des grèves survenues au mois d'août 1953, présentée au Conseil de la République le 25 juillet 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 970 (année 1956-1957).

§ 35. — Projet de loi relatif au statut spécial des personnels des services extérieurs de l'Administration pénitentiaire, présenté à l'Assemblée Nationale le 26 juillet 1957 par M. Edouard Corniglion-Molinier, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, (renvoyé à la Commission de la justice), n° 5702.

§ 36. — Proposition de loi de M. de Bailliencourt tendant à la création d'un tribunal spécialisé chargé de connaître de tous les litiges ou contestations pouvant s'élever à l'occasion des actes scientifiques ou autres accomplis dans le domaine de la recherche énergétique, nucléaire et astronautique, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 5890.

§ 37. — Proposition de loi de M. Wasmer tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> octobre 1945 relative à l'organisation judiciaire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 décembre 1957 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6245; rapport le 16 janvier 1958 par M. Wasmer, n° 6326. Adoption sans débat le 24 janvier 1958. — Proposition de loi n° 981.

Transmise au Conseil de la République le 28 janvier 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 195 (année 1957-1958); rapport le 6 février 1958 par M. Kalb, n° 230 (année 1957-1958). Adoption le 11 février 1958. — Proposition de loi n° 83 (année 1957-1958), adoptée sans modification par le Conseil de la République et transmise à l'Assemblée Nationale le 11 février 1958. — Proposition de loi n° 1014.

Loi du 17 février 1958, publiée au *J.O.* des 17 et 18 février 1958 (p. 1765).

§ 38. — Proposition de loi de M. Baylet et plusieurs de ses collègues tendant à retirer tout caractère obligatoire aux sanctions prévues en matière fiscale par les textes en vigueur et

à donner aux seuls tribunaux de l'ordre judiciaire le droit de prononcer lesdites sanctions, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 février 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6698.

§ 39. — Proposition de loi de M. Isorni tendant à modifier l'article 7 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1810 relative à la cassation des décisions de justice, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 mars 1958 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 6998.

## ORGANISATION MUNICIPALE.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à accorder aux agents retraités des collectivités locales titulaires de pensions proportionnelles, le maintien des droits acquis en matière de liquidation de pensions, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 187; rapport le 16 octobre 1956 par M. Quinson, n° 2958.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Klock et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire paraître l'arrêté interministériel relatif à l'amélioration du classement indiciaire de la catégorie des commis municipaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 février 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 404.

§ 3. — Proposition de loi de M. Klock et plusieurs de ses collègues tendant à assurer aux agents des communes et des collectivités locales une carrière et des conditions de rémunération identiques aux fonctionnaires de l'Etat, présentée à l'Assemblée Nationale le 14 février 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 405.

§ 4. — Proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret tendant à compléter l'article premier de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 février 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 652.

Organisation  
municipale

§ 5. — Proposition de résolution de M. Masteau tendant à compléter l'article 82 de la loi du 5 avril 1884 relatif aux délégations par le maire d'une partie de ses fonctions, présentée au Conseil de la République le 1<sup>er</sup> mars 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 307 (année 1955-1956).

§ 6. — Proposition de résolution de M. Paquet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter l'attribution minimum aux communes du produit de la taxe locale à 1.700 francs par habitant, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 mars 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1087.

§ 7. — Proposition de loi de M. Icher et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'affiliation à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) des anciens cantonniers du service vicinal admis à la retraite, avant le 1<sup>er</sup> juillet 1947, présentée à l'Assemblée Nationale le 15 mars 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1219.

§ 8. — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux.

Transmise au Conseil de la République le 29 novembre 1955 (*Voir la table des impressions de la 2<sup>e</sup> législature, p. 1852, 2<sup>e</sup> col, § 7*); rapport le 20 mars 1956 par M. Waldeck-L'Huillier, n° 367 (année 1955-1956). Adoption avec modifications le 24 avril 1956. Proposition de loi n° 173 (année 1955-1956).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 25 avril 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1638; rapport le 26 novembre 1956 par M. Le Floch, n° 3320; rapport supplémentaire le 13 décembre 1956 par M. Le Floch, n° 3541. Adoption sans débat avec modifications le 19 décembre 1956 (1<sup>re</sup> séance). Proposition de loi n° 337.

Transmise au Conseil de la République le 20 décembre 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 193 (année 1956-1957); rapport le 24 janvier 1957 par M. Waldeck-L'Huillier, n° 308 (année 1956-1957); rapport supplémentaire par M. Waldeck-L'Huillier,

n° 321 (année 1956-1957) et adoption avec modifications le 31 janvier 1957 (1<sup>re</sup> séance). Proposition de loi n° 124 (année 1956-1957).

Transmise à l'Assemblée Nationale le 31 janvier 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 3973; rapport le 21 février 1957 par M. le Floch, n° 4238. Adoption sans débat le 14 mars 1957. Proposition de loi n° 553.

Loi du 22 mars 1957 publiée au *J.O.* du 24 mars 1957 (p. 3107).

§ 9. — Proposition de loi de M. Juliard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 90 et 99 de la loi du 5 avril 1884 afin d'assurer le ravitaillement en pain de la population pendant la période des vacances d'été, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 mars 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1407.

§ 10. — Proposition de loi de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à étendre les dispositions de l'article 7 du décret n° 46-759 du 19 avril 1946 aux employés auxiliaires provenant du personnel communal, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 avril 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1612.

§ 11. — Proposition de loi de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 73 de la loi du 5 avril 1884, sur l'organisation municipale, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 juin 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 2163; rapport le 25 octobre 1956 par M. Quinson, n° 3041.

§ 12. — Proposition de résolution de M. Sauer et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les initiatives nécessaires en vue d'aboutir à la révision des échelles de traitement des aides-ouvriers, des ouvriers professionnels et chefs ouvriers des services communaux, hospitaliers et assimilés, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 juillet 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 2655.

§ 13. — Proposition de loi de M. André Marie tendant à modifier l'article 80 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, présentée à l'Assemblée Nationale le 4 octobre

1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 2880.

§ 14. — Proposition de résolution de M. Guy Desson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que l'application du décret n° 55-1508 du 22 novembre 1955 relatif aux retraites des agents des collectivités locales n'entraîne pour les intéressés des conséquences financières injustes et difficilement supportables, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 octobre 1956 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 3064.

§ 15. — Projet de loi modifiant les articles 44 et 86 de la loi du 5 avril 1884, présenté au Conseil de la République le 15 janvier 1957 par M. Gilbert Jules, Ministre de l'Intérieur (renvoyé à la Commission de l'intérieur), n° 255 (année 1956-1957); rapport le 21 mars 1957 par M. Schwartz, n° 518 (année 1956-1957). Adoption le 26 mars 1957. Projet de loi n° 218 (année 1956-1957).

Transmis à l'Assemblée Nationale le 26 mars 1957 (renvoyé à la Commission de l'intérieur), n° 4672.

§ 16. — Proposition de résolution de M. Nayrou et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant création d'une caisse de crédit aux départements et aux communes, présentée au Conseil de la République le 31 janvier 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 327 (année 1956-1957).

§ 17. — Proposition de loi de M. Vignard tendant à modifier l'article 35 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 février 1957 (renvoyée à la Commission du suffrage universel), n° 4102; rapport le 3 avril 1957 par M. Mignot, n° 4752. Adoption le 10 décembre 1957 sous le titre : « Proposition de loi tendant à modifier les articles 259, 340 du Code électoral ». — Proposition de loi n° 911.

Transmise au Conseil de la République le 12 décembre 1957 (renvoyée à la Commission du suffrage universel) n° 100 (année 1957-1958); rapport le 23 janvier 1958 par M. Monlehou, n° 189 (année 1957-1958). Adoption le 30 janvier 1958. — Proposition de

loi n° 70 (année 1957-1958), adoptée sans modifications par le Conseil de la République et transmise à l'Assemblée Nationale le 30 janvier 1958. — Proposition de loi n° 994.

Loi du 4 février 1958 publiée au J.O. du 5 février 1958 (p. 1348).

**DISCUSSION** [6 décembre 1957] (p. 5227), Entendus : MM. F. Bouxom, André Mercier, Cagne. Observations sur : le déroulement de la séance, l'absence du rapporteur (p. 5227); le renvoi à une séance ultérieure est ordonné (p. 5228).

**REPRISE DE LA DISCUSSION** [10 décembre 1957] (p. 5246). Entendus : MM. A. Mignot, Rapporteur, André Mercier, Vignard. Observations sur les incompatibilités en matière d'élections municipales (p. 5246, 5247); l'avis du Conseil d'Etat du 18 octobre 1946 (p. 5247); le passage à la discussion des articles est ordonné (p. 5247). — Article premier : *Modification du quatrième alinéa de l'article 259 du Code électoral*, adoption (p. 5247). — Art. 2 : *Modification de l'article 340 du Code électoral*, adoption (p. 5247); adoption au scrutin de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5247); liste des votants (p. 5262).

§ 18. — Proposition de loi de M. Klock tendant à autoriser les conseils municipaux et les assemblées administratives des collectivités locales ou de leurs établissements à allouer des pensions bénévoles à certains anciens agents, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 février 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 4242.

§ 19. — Proposition de résolution de M. Henri Thébaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures d'application des primes de rendement aux personnels communaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 8 mars 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 4459.

§ 20. — Proposition de loi de M. Pierre Souquès tendant à compléter l'article 65 de la loi du 28 avril 1952, portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 mars 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 4666; rapport le 24 janvier 1958 par M. Le Floch, n° 6406.

Organisation  
municipale

§ 21. — Proposition de loi de M. André Mignot et plusieurs de ses collègues portant organisation municipale et réforme de la loi du 5 avril 1884, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 juin 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 5151.

§ 22. — Proposition de résolution de M. Mabrut et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi étendant aux fonctionnaires et agents des collectivités locales les dispositions des articles 5 et 8 de la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics, présentée à l'Assemblée Nationale le 20 juin 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 5186; rapport le 31 janvier 1958 par M. Le Floch, n° 6461 (1).

§ 23. — Proposition de loi de M. Barbot et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 95 bis de la loi du 28 avril 1952 modifiée, portant Statut général du personnel des communes et établissements publics communaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 17 septembre 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 5717.

§ 24. — Proposition de loi de M. Raingeard tendant à la modification des articles 57 et 96 de la loi du 5 avril 1884 relatifs à la conservation des délibérations des Conseils municipaux et des arrêtés municipaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 octobre 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 5817.

§ 25. — Proposition de loi de M. Guy Petit tendant à permettre au maire des villes de plus de 15.000 habitants de déléguer sa signature au secrétaire général, en vue de la délivrance de certaines pièces, présentée à l'Assemblée Nationale le 19 novembre 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 5936.

§ 26. — Proposition de loi de M. Le Floch et plusieurs de ses collègues tendant au maintien des droits acquis par certains retraités des collectivités locales pensionnés de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 no-

vembre 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6043.

§ 27. — Proposition de loi de M. Guy Petit tendant à compléter l'article 22 de la loi du 28 avril 1952 modifiée, portant statut général du personnel des communes, présentée à l'Assemblée Nationale le 26 décembre 1957 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6252.

§ 28. — Proposition de loi de M. Klock et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 22 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics, présentée à l'Assemblée Nationale le 24 janvier 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6412.

§ 29. — Proposition de loi de M. Priou et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser les agents des collectivités locales retraités qui étaient affiliés au régime de retraites des fonctionnaires de l'Etat, à demander la validation de leurs services locaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 6 février 1958 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 6515.

§ 30. — Proposition de loi de M. Ritter tendant à modifier l'article 22 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 5 février 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6583.

§ 31. — Proposition de loi de M. Descours-Desacres et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 8 novembre 1944 relative à la responsabilité civile des communes, présentée au Conseil de la République le 13 février 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 246 (année 1957-1958).

§ 32. — Proposition de loi de M. Naudet et plusieurs de ses collègues concernant le chauffage des greffes de paix, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 février 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6624.

§ 33. — Proposition de loi de M. Hovnanian et plusieurs de ses collègues tendant à modifier

(1) Retiré par la Commission le 12 février 1958.

l'article 22 de la loi du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 21 février 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6688.

§ 34. — Proposition de loi de M. Rey et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 95 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, modifiée par la loi n° 57-361 du 22 mars 1957, présentée à l'Assemblée Nationale le 27 février 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6737.

§ 35. — Proposition de loi de M. Philippe Vayron tendant à l'application aux personnels des collectivités et services locaux des dispositions de la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 excluant certaines catégories d'agents des mesures de licenciement prévues par la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, modifiées par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 février 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6752.

§ 36. — Proposition de loi de M. Mondon (Moselle) tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 95 du statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 12 mars 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6872.

§ 37. — Proposition de loi de M. Jean Berthaud tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 57-361 du 22 mars 1957 modifiant la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, présentée au Conseil de la République le 20 mars 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 371 (année 1957-1958).

§ 38. — Proposition de loi de M. Vignard tendant à modifier et à compléter l'article 22 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 25 mars 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 6992.

§ 39. — Proposition de loi de M. Bricout et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 57-361 du 22 mars 1957 modifiant elle-même la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 28 mars 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 7045.

§ 40. — Proposition de loi de M. Legagneux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 22 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 mai 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 7101.

§ 41. — Proposition de loi de M. Coirre tendant à modifier l'article 22 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, présentée à l'Assemblée Nationale le 13 mai 1958 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 7140.

**ORGANISATION MUNICIPALE DANS LES T. O. M. (Modification de l'article 10 de la loi du 18 novembre 1955).** — Voy. T. O. M., (n° 3002).

**ORGANISATION DE LA NATION EN TEMPS DE GUERRE.**

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de loi de MM. Jean Lefranc et Bricout tendant à modifier l'article 23 de la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, et à organiser une indemnisation équitable, au cas de réquisition, d'usage de terres labourables ou de pâturages, présentée à l'Assemblée Nationale le 29 février 1956 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 887 ; rapport le 9 juin 1956 par M. Halbout, n° 2107 ; rapport supplémentaire le 18 janvier 1957 par M. Halbout, n° 3811 ; rapport supplémentaire le 31 janvier 1957 par M. Halbout, n° 3984 (1).

§ 2. — Voy. *Réquisitions*, § 1<sup>er</sup>.

(1) Ce document a été annulé.

## ORGANISATION DES NATIONS UNIES.

§ 1<sup>er</sup>. — Proposition de résolution de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proposer à l'O.N.U. l'interdiction de toute expérience nouvelle portant sur les armes de destruction massive, présentée à l'Assemblée Nationale le 3 mars 1956 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 298.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Montalat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à obtenir que la création d'une commission internationale d'enquête sur les crimes contre l'humanité soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session de l'O.N.U., présentée à l'Assemblée Nationale le 15 novembre 1956 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 3255 ; rapport le 25 janvier 1957 par M. Jean Bouhey, n° 3914. Adoption le 14 février 1957. — Résolution n° 466.

**DISCUSSION** [14 février 1957] (p. 868). — Entendus : MM. Bouhey, *Rapporteur*, Gazier, *Ministre des Affaires sociales*, *Ministre des Affaires étrangères par intérim*. Observations sur : le procès de Nuremberg (p. 868-869) ; la nécessité d'instituer une juridiction d'enquête, une juridiction d'instruction et une juridiction de jugement des crimes contre l'humanité (p. 868) ; le passage à la discussion de la proposition est ordonné (p. 869) ; proposition de résolution (*ibid*) ; observations sur la nomination du général Speidel au Commandement du Secteur Centre-Europe de l'O. T. A. N. (p. 869-870) ; adoption de la proposition de résolution (p. 870). — Orateurs : MM. F. Marin, D. Mayer, *Président de la Commission*.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à proposer à l'O.N.U. une méthode nouvelle de règlement des conflits, présentée à l'Assemblée Nationale le 18 janvier 1957 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 3608.

§ 4. — Expérience de destruction massive. Voy. O. N. U. § 1<sup>er</sup>.

— (**Abandon éventuel de l' — par la France**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 100 [18, 19, 20 décembre 1956].

— (**Appels à l' — de l'Égypte, de la France et de l'Angleterre**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 107 [16 octobre 1956] (p. 4132, 4134, 4144, 4145, 4148, 4152).

— (**Attitude de l' — touchant les événements d'Égypte et de Hongrie**). — Voy. EGYPTE, HONGRIE, SUEZ (Canal de).

— (**Engagement de la France envers l'**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 135 (Débat).

— (**Événements d'Égypte et de Suez**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 107 (Débat).

— (**Événements de Hongrie**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 221.

— (**Frontière algéro-tunisienne**). — Voy. COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 6 ; INTERPELLATIONS, n° 376 (Débat).

— (**Généralités**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 135 (Débat).

— (**Intervention éventuelle en Algérie**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 107 [16 octobre 1956] (p. 4146), [25 octobre 1956] (p. 4307, 4315) ; INTERPELLATIONS, n° 100 [18, 19, 20 décembre 1956].

— (**Octroi de l'indépendance libyenne en 1949**). — Voy. TRAITÉS ET CONVENTIONS (n° 3212) [22 novembre 1956] (p. 5017, 5026).

— (**Parallèle entre l'attitude touchant l'Égypte et la Hongrie**). — Voy. COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 2 [7 novembre 1956] (p. 4527) ; INTERPELLATIONS, n° 118 [7 novembre 1956] (p. 4519, 4520, 4521) ; n° 141 [11 décembre 1956] (p. 5852 et suiv.) ; n° 100 [18, 19, 20 décembre 1956].

— (**Réforme nécessaire de la charte**). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 176.

— (**Remarques visant le Secrétaire général de l'**). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 100 [18 décembre 1956] (p. 6082, 6088, 6089).

— (**Réponse à M. le Secrétaire général de l'**) (**Évacuation sans retard de Port-Saïd**). — Voy. COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 7.

## ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD (O. T. A. N.).

— Convention (terrains à Paris). — Voy. *Traités et conventions*, § 22.

— Sécurité sociale du personnel. — Voy. *Traités et conventions*, § 50.

Voy. INCIDENTS, n° 30 ; INTERPELLATIONS, nos 135 (Débat) 319, 320 ; MINISTÈRES (Présentation de M. Guy Mollet) [28 octobre 1957] ; INCIDENTS, n° 30 ; PACTE ATLANTIQUE ; SPEIDEL.

— (Cession d'un terrain à l'). — Voy. TRAITÉS ET CONVENTIONS (n° 1799).

— (Communauté occidentale demandée). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 139.

— (Conférence de l') (Absence d'un débat de politique extérieure à l'Assemblée Nationale). — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [27 décembre 1957] (p. 5538).

— (Conférence de l' — et conséquences militaires). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 305.

— (Crise du) (Affaire de Suez). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 107 [16, 17, 18, 19, 23, 25 octobre 1956] ; n° 100 [18, 19, 20 décembre 1956].

— (Déclaration de M. Dulles) (Refus d'une extension géographique du — Algérie — Moyen-Orient). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 100 [18, 19, 20 décembre 1956].

— (Déclaration de M. Guy Mollet, Président du Conseil) (Refus de certaines tentations moscovites). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 100 [20 décembre 1956] (p. 6186).

— (Déclaration de M. Pinton, Secrétaire d'Etat aux T. P.) (Nécessité de « reconsidérer » le Pacte). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 107 [16 octobre 1956] (p. 4132).

— (Désignation de M. Spaak comme Secrétaire général). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 100 [18, 19, 20 décembre 1956].

— (Désignation du général H. Speidel comme commandant du secteur Centre-

Europe). — Voy. SPEIDEL. Voy. QUESTIONS ORALES, n° 166.

— (Emploi d'armes nouvelles) (Directives de l'U. E. O.). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 190.

— (et Afrique du Nord). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 282.

— (et Algérie). — Voy. COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 13 ; INTERPELLATIONS, n° 376 (Débat) ; MINISTÈRES (Présentation de M. P. Pflimlin [13 mai 1958]).

— (et politique française). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 282.

— (Flotte américaine et danger des engins atomiques). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 331.

— (Fourniture d'armes à la Tunisie). — Voy. COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT, n° 8 [15 novembre 1957] (p. 4833).

— (Non-inscription, à l'ordre du jour, d'un débat relatif à la politique extérieure). — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [29 novembre 1957] (p. 5083).

— (Orientation de la politique extérieure). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 267.

— (Pactes régionaux). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 282.

— (Pacte de Varsovie). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 282.

— (Participation des divers pays à l'). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 369.

— (Réduction des effectifs). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 282.

— (Refus d'assistance à la Hongrie) (M. Spaak). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 100 [18 décembre 1956] (p. 6117).

— (Sa déficience). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 324.

— (Subordination des forces terrestres françaises stationnées en Europe au général Speidel). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 277.

— (Survol du territoire par avions américains porteurs de bombes atomiques). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 295.

— (Valeurs). — Voy. MINISTÈRES (Présentation de M. P. Pflimlin) [13 mai 1958].

## ORGANISATIONS.

— démocratiques camerounaises (dissolution). — Voy. *T. O. M.*, § 18.

— européennes (siège des). — Voy. *Communauté européenne*, § 13.

— habilitées à discuter les conventions collectives. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 7.

— de plein air et de jeunesse. — Voy. *Circulation (facilités de)*, § 3.

## ORGANISMES.

— à capital d'Etat. — Voy. *Entreprises nationalisées*, § 16.

— habilités pour la construction d'immeubles à usage hôtelier. — Voy. *Hôtels*, § 2.

— internationaux (fonctionnaires français des). — Voy. *Fonctionnaires*, § 119.

— professionnels agricoles. — Voy. *Comités d'entreprise*, § 9.

— de recherches scientifiques. — Voy. *Recherche scientifique*, § 9.

— stockeurs (remboursement des semences). — Voy. *Agriculture*, § 26.

— de travailleuses familiales. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 68.

**ORGANISMES SOCIAUX (Obstacles apportés aux efforts des).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 214.

## ORGE.

— cotisation de résorption. — Voy. *Agriculture*, § 65.

— marché de l'. — Voy. *Agriculture*, §§ 13, 23, 31, 89.

— réensemencement à la suite des gelées. — Voy. *Agriculture*, § 21.

— stockage et vente de l'. — Voy. *Agriculture*, § 67.

— (Exonération des 100 premiers quintaux de la taxe de résorption). — Voy. BUDGET DE 1957, (n° 2951) [3 décembre 1956] (p. 5457), [8 décembre 1956] (p. 5753).

— (Fixation du prix de l'). — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [20 avril 1956] (p. 1421).

— (Marché de l'). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 206.

— (Prix). — Voy. INTERPELLATIONS, n° 146 [6 mars 1957] (p. 1331).

**ORIENT (Proche et Moyen).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 135 (Débat); MINISTÈRES (Déclaration Bourguès-Maunoury) 12 juin 1957] (p. 2685).

**ORNE (Département de l') (Indemnité d'arrachage des pommiers).** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 27.

## ORPHELINS.

— de guerre (adoption par l'Etat). — Voy. *Victimes de la guerre*, § 17.

— de guerre devenus majeurs. — Voy. *Victimes de la guerre*, §§ 23, 26.

— guerre et de la Résistance. — Voy. *Victimes de la guerre*, § 4.

— de guerre (emplois réservés aux). — Voy. *Victimes de la guerre*, § 28.

**ORRION (M.) (Maire de Nantes) (Etude sur la situation financière des communes).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 89 [14 novembre 1956] (p. 4648, 4656, 4665).

**ORSAY (Agrandissement de la Faculté des sciences de Paris).** — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 313.



**ORSAY (Gare d').**

— (Aérogare). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 217.

— (Aménagement éventuel comme aérogare de Paris ; raccordements). — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 194.

**OSTEOPATHE.**

— diplôme d'Etat d'. — Voy. *Médecine*, § 8.

**OSTRÉICULTEURS.**

— taxe sur les transports des marchandises des. — Voy. *Impôts directs*, §§ 93, 94.

— victimes du gel et des tempêtes. — Voy. *Calamités atmosphériques*, §§ 26, 42, 43, 119.

**OUBANGHI-CHARI (Politique du Gouvernement).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 19.

**OUEST (Développement agricole et industriel).** — Voy. INTERPELLATIONS, n° 200.

**OUTRAGES AUX BONNES MŒURS.**

§ 1<sup>er</sup>. — Projet de loi complétant l'article 125 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française, présenté au Conseil de la République le 13 novembre 1956 par M. François Mitterrand, Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, chargé de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n° 79 (année 1956-1957); rapport le 14 mars 1957 par M. Schwartz n° 497 (année 1956-1957); rapport supplémentaire par M. Schwartz n° 542 (année 1956-1957) et adoption le 26 mars 1957 sous le titre : « *Projet de loi tendant à compléter l'article 289 du Code pénal* ». — Projet de loi n° 219 (année 1956-1957).

Transmis à l'Assemblée Nationale le 26 mars 1957 (renvoyé à la Commission de la justice), n° 4671.

§ 2. — Voy. *Code pénal*, § 7.

**OUVERTURE.**

— automatique des immeubles. — Voy. *Immeubles*, § 1<sup>er</sup>.

— des bureaux de poste. — Voy. *P. T. T.*, § 49.

— des établissements pendant les congés payés. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 62.

**OUVERTURE ET ANNULATION DE CRÉDITS.**

— sur l'exercice 1956. — Voy. *Budget (exercice 1956)*, § 8.

— sur l'exercice 1957. — Voy. *Budget (exercice 1957)*, §§ 4, 5.

**OUVRIERS.**

— agricoles (aide aux vacances des ouvriers). — Voy. *Agriculture*, § 156.

— agricoles (indépendance du logement). — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 8.

— agricoles d'origine étrangère. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 51.

— de l'arsenal de l'aéronautique de Châtillon. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 43.

— des arsenaux (prime de fin d'année). — Voy. *Traitements et salaires*, § 36.

— du bâtiment (sursis d'appel aux). — Voy. *Armée*, § 84.

— et chefs ouvriers de la marine. — Voy. *Pensions et retraites*, § 41.

— de la défense nationale devenus techniciens. — Voy. *Pensions et retraites*, §§ 65, 72.

— de la défense nationale (rémunération des). — Voy. *Traitements et salaires*, § 48.

— de l'Etat (majoration de pension). — Voy. *Pensions et retraites*, § 68.

— de l'Etat (congés maladie, blessés de guerre). — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 75.

— des exploitations forestières et des scieries (législation du travail). — Voy. *Réglementation du travail*, § 64.

— frontaliers (France—Suisse). — Voy. *Prestations familiales*, § 26.

— licenciés des distilleries. — Voy. *Indemnités*, § 6.

— lié par un contrat de travail et logé. — Voy. *Travail (réglementation du)*, § 66.

— occupés par des entreprises travaillant pour les houillères. — Voy. *Mines*, § 14.

— des parcs et ateliers des Ponts-et-Chaussées.

— Voy. *Traitements et salaires*, §§ 55, 57, 60, 61, 62, 67.

— saisonniers précaires et en régie directe.

— Voy. *Travail (réglementation du)*, § 28.

— des scieries. — Voy. *Travail (réglementation du)*, §§ 33, 64.

— **(de la défense nationale)**. — Voy. CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS [17 mai 1957] (p. 2534).

— **(des établissements travaillant pour la défense nationale : engagements demandés aux)**. — Voy. QUESTIONS ORALES, n° 269.

**OUVRIERS AGRICOLES — (Inégalité avec les ouvriers urbains)**. — Voy. INTERPELLATIONS, n° 220 (Débat).

**OUVRIERS DE L'ÉTAT (« Précaires » de la Marine)**. — Voy. BUDGET DE 1957 (n° 2951). Art. 96 *bis* [6 décembre 1956] (p. 5633, 5634, 5637, 5648).

### OVINS.

— marquage des. — Voy. *Agriculture*, § 2.

— production des. — Voy. *Agriculture*, § 144.

### OXYDE DE GERMANIUM.

Voy. *Douanes*, § 76.